

La défense européenne après les annonces de paix/: la politique prime sur la valorisation

Publié le 29 août 2025

Baoqi Zhu

Senior Associate, Quantitative Research and Multi Asset Solutions

- Les pourparlers récents n'ont donné lieu à aucun accord contraignant ; les marchés ont surévalué la probabilité d'un règlement rapide et sous-évalué le coût d'une dissuasion crédible et d'un éventuel maintien de la paix en Europe.
- La trajectoire de 5 % d'ici 2035 (> 3,5 % de défense de base) fixée par l'OTAN et le programme SAFE de l'UE de 150 milliards d'euros garantissent des budgets pluriannuels.
- Le cadre Préparation à l'horizon 2030 et l'EDIS/EDIP favorisent l'intégration du marché unique, le renforcement des capacités industrielles et l'innovation duale dans les domaines de l'IA, des drones et de l'espace.
- La correction du mois d'août ressemble à un réajustement de valorisation ; la trajectoire structurelle des dépenses reste intacte.
- Produits associés WisdomTree Europe Defence UCITS ETF - EUR Acc En savoir plus

Au cours du premier semestre 2025, les entreprises européennes de défense ont figuré parmi les thèmes phares du marché. Elles ont pris de la valeur alors que l'Europe passait des discours aux actes en matière de réarmement. Le repli du mois d'août, déclenché par les annonces sur une possible relance de la diplomatie entre les États-Unis et la Russie et sur un cessez-le-feu en Ukraine, a conduit certains investisseurs à se demander si cette thématique était encore pertinente. Nous considérons que ce repli est conjoncturel, alors que les moteurs restent structurels. Autrement dit : l'important n'est pas le repli, mais l'engagement.

Les marchés se sont laissés porter par les annonces d'un possible accord de paix, en surestimant selon nous la probabilité d'un règlement à court terme et en sous-estimant le coût de la dissuasion, y compris en cas d'accord. Même si un accord voyait le jour, un cessez-le-feu crédible assorti de solides garanties de sécurité suppose une présence militaire européenne durable sur le terrain, accompagnée d'une reconstitution des stocks et d'un niveau de préparation accru au sein de l'OTAN¹. Les médias évoquent également la possibilité d'une force européenne de maintien de la paix, qui impliquerait des coûts importants et des besoins pluriannuels en équipements et en soutien. En bref, la dissuasion nécessite des capitaux importants. La récente contraction des valorisations reflète l'humeur du marché plutôt qu'un changement de la trajectoire structurelle des dépenses.

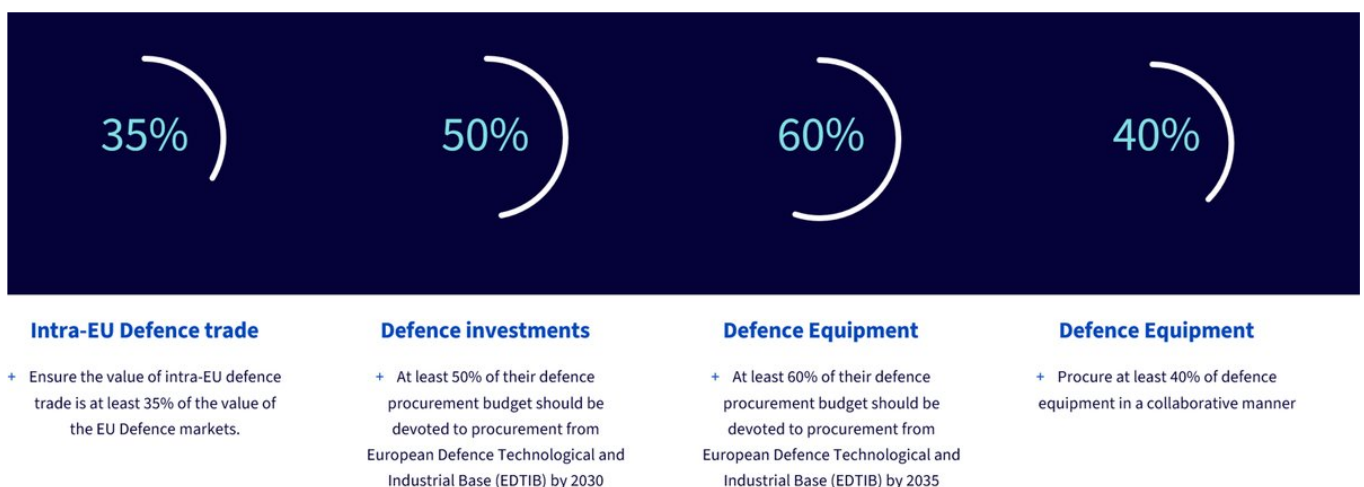
Engagements structurels : en 2025, ce n'est pas le sentiment du marché, mais bien la politique qui a changé

La trajectoire de la défense européenne est désormais encadrée par des instruments au niveau des traités et de l'UE. Lors du Sommet de l'OTAN à la Haye les 24 et 25 juin 2025, les alliés ont établi un nouveau cadre visant à porter les dépenses à 5 % du PIB2 d'ici 2035, dont au moins 3,5 % pour la défense de base.³ Il s'agit d'un changement majeur par rapport à l'objectif de 2 % en vigueur depuis longtemps, puisqu'il établit désormais une trajectoire pluriannuelle des budgets plutôt qu'un simple pic ponctuel.

Bruxelles a mis en place les instruments financiers et industriels nécessaires pour soutenir cette ambition. Le 27 mai 2025, le Conseil a officiellement adopté le programme « Sécurité pour l'action en Europe » (Security Action for Europe, SAFE), qui prévoit jusqu'à 150 milliards d'euros⁴ de prêts garantis par l'UE, destinés à cofinancer les achats communs et développer à grande échelle les capacités prioritaires, de la défense aérienne à la défense antimissile, en passant par les munitions et les drones. L'objectif est de remédier à la fragmentation et de fournir aux principaux industriels et à leurs chaînes d'approvisionnement une demande prévisible pour qu'ils puissent investir à grande échelle.

Il est important de noter que cette montée en puissance part d'une base déjà élevée. Les dépenses de défense des membres de l'UE ont atteint environ 326 milliards d'euros en 2024, soit environ 1,9 % du PIB et plus de 30 % au-dessus du niveau de 2021, preuve que le réarmement s'est traduit en budgets concrets⁵. Parallèlement aux financements, la Stratégie pour l'industrie européenne de la défense (European Defence Industrial Strategy, EDIS) et le Programme européen pour l'industrie de la défense (European Defence Industry Programme, EDIP) ont établi une orientation claire pour l'instauration d'un véritable marché unique de défense, avec des objectifs explicites visant à accroître les achats intra-UE et les achats collaboratifs d'ici 2030, ainsi qu'à œuvrer à ce qu'au moins 60 % des approvisionnements proviennent de l'UE d'ici 2035⁶.

Illustration 1 : Stratégie pour l'industrie européenne de la défense (EDIS) : objectifs à atteindre d'ici 2030 et responsabilités des États membres



Source : Commission européenne : Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, août 2024. **Les performances historiques ne garantissent pas les performances futures, et tout investissement est susceptible de perdre de la valeur.**

Au-delà de l'Ukraine : une demande durable

Le cadre Préparation à l'horizon 2030 de la Commission est sans détour : « le moment est venu pour l'Europe de se réarmer » et d'opérer un « sursaut inédit dans une génération » visant à restaurer la dissuasion, soutenir l'Ukraine et bâtir une base industrielle résiliente. Le document qualifie également l'Ukraine de « laboratoire mondial de l'innovation en matière de défense et de technologies », traduisant l'intention d'intégrer progressivement ce pays dans l'écosystème de défense européen. Cette logique s'applique même si les combats s'interrompent. Après la plus grande guerre terrestre sur le continent depuis 1945, l'objectif consiste à disposer d'une force européenne crédible d'ici 2030, que les affrontements se terminent en 2026 ou en 2027. Les budgets élaborés autour de la dissuasion sont durables ; ils sont liés aux obligations découlant des traités, aux nécessités géopolitiques, ainsi qu'à une stratégie industrielle qui prendra des années à se concrétiser.

La piste, encore à l'état de projet, de garanties de sécurité va dans le même sens. La contre-proposition⁷ d'avril prévoit des garanties solides, soutenues par les États-Unis, avec des caractéristiques proches de l'article 5 et n'envisage aucune négociation sur des concessions territoriales avant la mise en place d'un cessez-le-feu complet. Si un tel cadre était adopté, l'Europe se trouverait, de fait, au cœur de la mise en œuvre de ces mesures au quotidien. Cela suppose la mobilisation de forces, une présence continue et une préparation soutenue, des facteurs de demande et non une raison de réduire l'effort. D'autres sources évoquent des projets européens de contingents de maintien de la paix, ainsi qu'un « filet de sécurité » américain, composé de moyens aériens et de capacités de soutien, en ligne avec la réticence de Washington à déployer des forces terrestres.

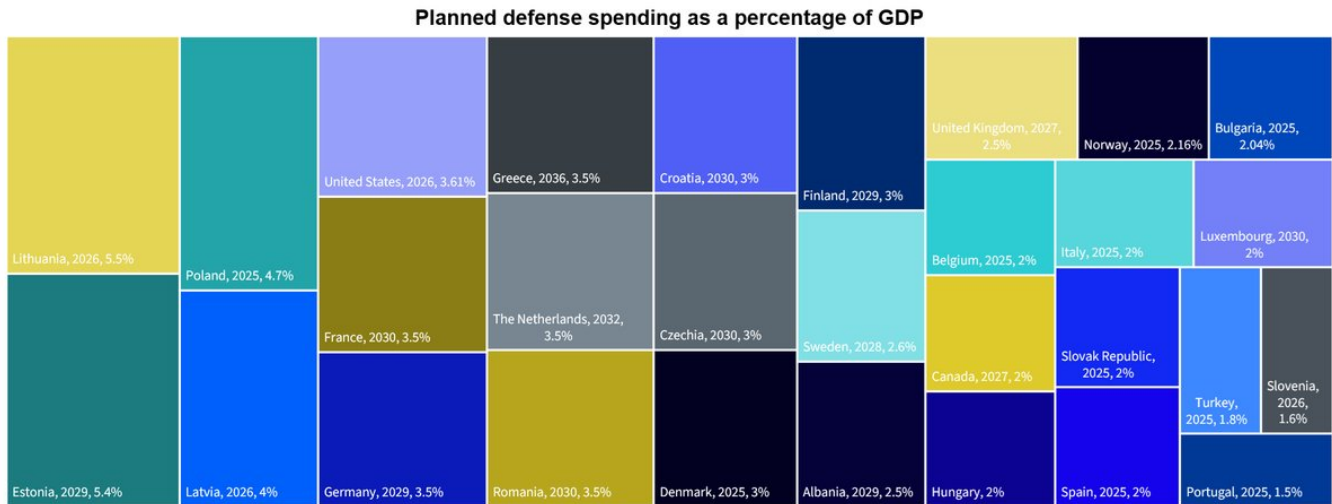
Essor industriel et innovation technologique

Le virage de l'Europe en matière de défense relève autant d'une politique industrielle que d'une politique militaire. Des carnets de commandes plus longs et prévisibles stimulent les dépenses d'investissement⁸, les recrutements et l'expansion des chaînes d'approvisionnement, s'appuyant sur des secteurs traditionnels, tels que l'acier, les produits chimiques et l'automobile et commençant à répondre au « problème d'échelle » historique d'un marché fragmenté. Parmi les exemples concrets figure la position de Rheinmetall, qui estime que l'usine d'Osnabrück de Volkswagen est « très adaptée » à une conversion vers la production de défense⁹, sous réserve de commandes importantes et pérennes, telles que des séries de véhicules blindés de combat d'infanterie Lynx. C'est précisément ce type de prévisibilité que la trajectoire de 5 %/3,5 % fixée par l'OTAN et les prêts SAFE de l'UE visent à instaurer.

La dimension technologique est tout aussi importante. Les investissements dans la défense se répercutent sur l'IA¹⁰, la robotique, l'espace et l'électronique avancée, des domaines à double usage dans lesquels l'Europe cherche à renforcer sa résilience et son autonomie stratégique. Le cadre Préparation à l'horizon 2030 établit explicitement un lien entre les dépenses et ces domaines spécifiques. La régularité des

acquisitions sur plusieurs années rend possible une intensification du capital jusque-là absente de l'écosystème fragmenté de l'Europe, améliorant ainsi l'échelle et la compétitivité.

Illustration 2 : Prévisions des dépenses liées à la défense en pourcentage du PIB



Source : OTAN, WisdomTree, au 26 juin 2025. NB : le Monténégro et la Macédoine du Nord n'ont formulé aucun nouvel engagement.

Si les prix sont cycliques, la politique s'inscrit dans la durée

Les marchés évoluent plus rapidement que la politique. Le temps que Bruxelles annonce une nouvelle initiative, les investisseurs l'ont souvent déjà intégrée aux cours ; lorsque les actions « doublent en quelques mois », les conditions sont réunies pour des corrections dès que le sentiment faiblit. L'erreur consiste à considérer ces mouvements de prix comme un revirement politique. Si les prix sont cycliques, les budgets qui les sous-tendent sont durables, verrouillés par des engagements conventionnels et une stratégie industrielle. L'Europe n'en est qu'au début de son calendrier : Le cadre Préparation à l'horizon 203011 prévoit un renforcement des capacités jusqu'à la fin de la décennie. Dans ce contexte, la vente massive du mois d'août ressemble davantage à des turbulences au moment du décollage qu'à un demi-tour de l'appareil.

La diplomatie récente renforce un scénario de référence dans lequel l'Europe devra porter une plus grande part de la sécurité, conformément à la volonté américaine de limiter son rôle dans les garanties à long terme ainsi qu'à la nouvelle architecture budgétaire de l'OTAN. Plusieurs rapports ont même évoqué une présence européenne de maintien de la paix dans le cadre d'un cessez-le-feu (encore à l'étape exploratoire et loin d'être validée), ce qui ne réduirait pas les besoins en équipements ou en préparation.

Conclusion

Si le cycle de l'actualité a été dynamique, l'architecture politique, elle, reste stable. Le cadre de l'OTAN visant 5 % du PIB d'ici 2035, avec un plancher de 3,5 % pour la défense de base, annonce une hausse des budgets pour la prochaine décennie. L'instrument SAFE de l'UE fournit jusqu'à 150 milliards d'euros pour

les achats communs et l'expansion des capacités, tandis que l'EDIS/EDIP vise à transformer le patchwork de programmes nationaux en un marché européen fonctionnel pour les équipements de défense. Tout cela s'appuie sur une base de dépenses déjà élevée, s'établissant à 326 milliards d'euros, soit plus d'un tiers de plus qu'en 2021. Les contours les plus plausibles d'un accord, dans lesquels Washington fournirait la puissance aérienne et les capacités de soutien, tandis que les Européens assumeraient un rôle sur le terrain sous des garanties solides, suggèrent qu'un cessez-le-feu ne réduirait pas la demande, mais la soutiendrait. Il s'agit toujours d'un thème de long terme, axé sur les politiques et fondé sur la dissuasion, la préparation industrielle et les retombées technologiques. La récente correction de marché n'invalide pas cette logique, au contraire, elle crée les points d'entrée plus favorables dans un processus de développement industriel et de capacités conçu pour durer.

Ce que propose WisdomTree

Les investisseurs à la recherche d'une exposition clé en main peuvent se tourner vers le fonds [WisdomTree Europe Defence UCITS ETF \(WDEF\)](#). En répliquant l'indice WisdomTree Europe Defence UCITS, le fonds WDEF applique un cadre de score d'exposition au chiffre d'affaires, des filtres de liquidité et des règles de plafonnement pour proposer un panier thématique orienté vers les entreprises les plus exposées à la dynamique du réarmement en Europe. Grâce à sa conformité UCITS, son rééquilibrage semestriel et sa solution de transaction en une seule opération, il constitue un moyen efficace de tirer parti du rebond structurel de la défense dans la région.

1 Organisation du traité de l'Atlantique Nord

2 Produit intérieur brut

3 NATO: NATO concludes historic Summit in The Hague https://www.nato.int/cps/en/nato-hq/news_236516.htm

4 European Commission: EU Member States endorse €150 billion SAFE defence loan instrument to boost European defence capabilities https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_25_1340

5 Conseil européen https://www.consilium.europa.eu/en/policies/defence-numbers/?utm_source=chatgpt.com

6 Commission européenne <https://defence-industry.eu/first-ever-european-defence-industrial-strategy-to-enhance-europes-readiness-and-security>

7 Reuters: Ukrainian and European peace deal counterproposals to US at talks in London <https://www.reuters.com/world/ukrainian-european-peace-deal-counterproposals-us-talks-london-2025-04-25/>

8 Dépenses d'investissement

9 Reuters: VW's Osnabrueck plant would be 'very suitable' for defence production, Rheinmetall CEO says <https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/vws-osnabrueck-plant-would-be-very-suitable-defence-production-rheinmetall-ceo-2025-03-12/>

10 Intelligence artificielle

11 White Paper for European Defence – Readiness 2030: https://commission.europa.eu/document/download/e6d5db69-e0ab-4bec-9dc0-3867b4373019_en

Important Risks Related to this Article

IMPORTANT INFORMATION

Marketing communications issued in the European Economic Area (“EEA”): This document has been issued and approved by WisdomTree Ireland Limited, which is authorised and regulated by the Central Bank of Ireland.

Marketing communications issued in jurisdictions outside of the EEA: This document has been issued and approved by WisdomTree UK Limited, which is authorised and regulated by the United Kingdom Financial Conduct Authority.

WisdomTree Ireland Limited and WisdomTree UK Limited are each referred to as “WisdomTree” (as applicable). Our Conflicts of Interest Policy and Inventory are available on request.

This marketing communication has been prepared for professional investors, but the WisdomTree products set out in this document may be available in some jurisdictions to any investors, subject to applicable laws and regulations. As the product may not be authorised or its offering may be restricted in your jurisdiction, it is the responsibility of every person or entity to satisfy themselves as to the full observance of the laws and regulations of the relevant jurisdiction. Prior to any application investors are advised to take all necessary legal, regulatory, tax and investment advice on the suitability and consequences of an investment in the products. Past performance is not a reliable indicator of future performance. Any historical performance included in this document may be based on back testing. Back testing is the process of evaluating an investment strategy by applying it to historical data to simulate what the performance of such strategy would have been. Back tested performance is purely hypothetical and is provided in this document solely for informational purposes. Back tested data does not represent actual performance and should not be interpreted as an indication of actual or future performance. The value of any investment may be affected by exchange rate movements. Any decision to invest should be based on the information contained in the appropriate prospectus and after seeking independent investment, tax and legal advice. These products may not be available in your market or suitable for you. The content of this document does not constitute investment advice nor an offer for sale nor a solicitation of an offer to buy any product or make any investment.

An investment in exchange-traded products (“ETPs”) is dependent on the performance of the underlying index, less costs, but it is not expected to match that performance precisely. ETPs involve numerous risks including among others, general market risks relating to the relevant underlying index, credit risks on the provider of index swaps utilised in the ETP, exchange rate risks, interest rate risks, inflationary risks, liquidity risks and legal and regulatory risks.

The information contained in this document is not, and under no circumstances is to be construed as, an advertisement or any other step in furtherance of a public offering of shares in the United States or any province or territory thereof, where none of the issuers or their products are authorised or registered for distribution and where no prospectus of any of the issuers has been filed with any securities commission or regulatory authority. No document or information in this document should be taken, transmitted or

distributed (directly or indirectly) into the United States. None of the issuers, nor any securities issued by them, have been or will be registered under the United States Securities Act of 1933 or the Investment Company Act of 1940 or qualified under any applicable state securities statutes.

This document may contain independent market commentary prepared by WisdomTree based on publicly available information. Although WisdomTree endeavours to ensure the accuracy of the content in this document, WisdomTree does not warrant or guarantee its accuracy or correctness.

Any third party data providers used to source the information in this document make no warranties or representation of any kind relating to such data. Where WisdomTree has expressed its own opinions related to product or market activity, these views may change. Neither WisdomTree, nor any affiliate, nor any of their respective officers, directors, partners, or employees accepts any liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document or its contents.

This document may contain forward looking statements including statements regarding our belief or current expectations with regards to the performance of certain assets classes and/or sectors. Forward looking statements are subject to certain risks, uncertainties and assumptions. There can be no assurance that such statements will be accurate and actual results could differ materially from those anticipated in such statements. WisdomTree strongly recommends that you do not place undue reliance on these forward-looking statements.

WisdomTree Issuer ICAV

The products discussed in this document are issued by WisdomTree Issuer ICAV ("WT Issuer"). WT Issuer is an umbrella investment company with variable capital having segregated liability between its funds organised under the laws of Ireland as an Irish Collective Asset-management Vehicle and authorised by the Central Bank of Ireland ("CBI"). WT Issuer is organised as an Undertaking for Collective Investment in Transferable Securities ("UCITS") under the laws of Ireland and shall issue a separate class of shares ("Shares") representing each fund.

The Fund is described in a Key Information Document (KID) or Key Investor Information Document (KIID) for UK investors, and the prospectus of WT Issuer ("WT Prospectus"). A copy of the WT Prospectus and the KID / KIID is available, for EEA/UK only, in English at www.wisdomtree.eu. Where required under national rules, the KID will also be available in the local language of the relevant EEA Member State. Investors should read the WT Prospectus before investing and should refer to the section of the WT Prospectus entitled »Risk Factors¼ for further details of risks associated with an investment in the Shares.

The [summary of investor rights](#) associated with an investment in the fund is available in English on WisdomTree Europe's website. WisdomTree Management Limited may decide to terminate the arrangements made for the marketing of its collective investment undertakings. In such circumstances, shareholders in the affected EEA Member State will be notified of this decision and will be provided with the opportunity to redeem their shareholding in the fund free of any charges or deductions for at least 30 working days from the date of such notification.

Notice to Investors in Switzerland – Qualified Investors

This document constitutes an advertisement of the financial product(s) mentioned herein.

The prospectus and the key investor information documents (KIID) are available from WisdomTree's website: <https://www.wisdomtree.eu/en-ch/resource-library/prospectus-and-regulatory-reports>

Some of the sub-funds referred to in this document may not have been registered with the Swiss Financial Market Supervisory Authority ("FINMA"). In Switzerland, such sub-funds that have not been registered with FINMA shall be distributed exclusively to qualified investors, as defined in the Swiss Federal Act on Collective Investment Schemes or its implementing ordinance (each, as amended from time to time). The representative and paying agent of the sub-funds in Switzerland is Société Générale Paris, Zurich Branch, Talacker 50, PO Box 5070, 8021 Zurich, Switzerland. The prospectus, the key investor information documents (KIID), the articles of association and the annual and semi-annual reports of the sub-funds are available free of charge from the representative and paying agent. As regards distribution in Switzerland, the place of jurisdiction and performance is at the registered seat of the representative and paying agent.

For Investors in France:

The information in this document is intended exclusively for professional investors (as defined under the MiFID) investing for their own account and this material may not in any way be distributed to the public. The distribution of the Prospectus and the offering, sale and delivery of Shares in other jurisdictions may be restricted by law. WT Issuer is a UCITS governed by Irish legislation, and approved by the Financial Regulatory as UCITS compliant with European regulations although may not have to comply with the same rules as those applicable to a similar product approved in France. The Fund has been registered for marketing in France by the Financial Markets Authority (Autorité des Marchés Financiers) and may be distributed to investors in France. Copies of all documents (i.e. the Prospectus, the Key Investor Information Document, any supplements or addenda thereto, the latest annual reports and the memorandum of incorporation and articles of association) are available in France, free of charge at the French centralizing agent, Societe Generale at 29, Boulevard Haussmann, 75009, Paris, France. Any subscription for Shares of the Fund will be made on the basis of the terms of the prospectus and any supplements or addenda thereto.

For Investors in Malta: This document does not constitute or form part of any offer or invitation to the public to subscribe for or purchase shares in the Fund and shall not be construed as such and no person other than the person to whom this

document has been addressed or delivered shall be eligible to subscribe for or purchase shares in the Fund. Shares in the Fund will not in any event be marketed to the public in Malta without the prior authorisation of the Maltese Financial Services Authority.

For Investors in Monaco: This communication is only intended for duly registered banks and/or licensed portfolio management companies in Monaco. This communication must not be sent to the public in Monaco.